

Au cœur des services secrets

idées reçues sur le renseignement

Au cœur des services secrets

idées reçues sur le renseignement

Gérald Arboit

Issues de la tradition ou de l'air du temps, mêlant souvent vrai et faux, les idées reçues sont dans toutes les têtes. L'auteur les prend pour point de départ et apporte ici un éclairage distancié et approfondi sur ce que l'on sait ou croit savoir.

Gérald Arboit

Gérald Arboit est directeur de recherche au Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R), à Paris, et membre associé du Centre régional universitaire lorrain d'histoire (CRULH), CNRS EA 3945, université de Lorraine, à Nancy. Expert international, ancien auditeur de l'Institut des hautes études de Défense nationale, il est docteur habilité en histoire contemporaine.

Ses recherches portent sur l'histoire des services de renseignement, sur la diplomatie pontificale et sur la médiatisation des relations internationales contemporaines.

Du même auteur

- La Guerre froide, Rennes, Éditions Ouest-France, 2012.
- Saint-John Philby contre Lawrence d'Arabie, Rennes, Éditions Ouest-France, 2012.
- Schulmeister. L'espion de Napoléon. Le renseignement en Allemagne et en Autriche sous Napoléon, Rennes, Éditions Ouest-France, 2011.
- Histoire mondiale de l'espionnage, avec Éric Denécé, Rennes, Éditions Ouest-France, 2010.
- James Angleton. Le contre-espion de la CIA, Paris, Nouveau Monde éditions, 2007.
- La Guerre en Irak. Les médias et les conflits armés, sous la direction de Michel Mathien et Gérald Arboit, Bruxelles, Bruylant, 2006.
- Fragments de la vie de Charles Schulmeister de Meinau. Un mémoire inédit de l'espion de l'Empereur Napoléon I^{er}, préface d'Éric Denécé, Paris, L'Harmattan, 2003.
- Aux sources de la politique arabe de la France. Le Second Empire au Machrek, préface de Jacques Frémeaux, professeur à la Sorbonne (université Paris-IV), Paris, L'Harmattan, 2000.
- Terres-Rouges. Le fer et le feu à Audun-le-Tiche, Knutange, Fensch Vallée/Comité d'établissement ARBED, division des mines françaises, 1997.
- Le Saint-Siège et le nouvel ordre au Moyen-Orient. De la guerre du Golfe à la reconnaissance diplomatique d'Israël, Paris, L'Harmattan, 1996.

Introduction	11	n	<u>a1</u>	re	3

	s causes d'un malentendu
	Les services secrets ne sont pas des administrations comme les autres. »
«	Les services secrets ? Des organisations aux marges le la loi ! »
I	Watergate, <i>strategia della tensione</i> , affaire Dreyfus Heureusement que les médias dénoncent les méfaits les services. »
	Les services secrets menaçent nos sociétés lémocratiques. »
(Les services emploient des agents secrets. »
	L'intelligence économique est le nouveau nom le l'espionnage industriel. »
«	Mata Hari est le modèle du meilleur agent. »
«	Le 11 septembre 2001 signe l'échec du renseignement. »71
Le	s techniques
(À l'ère d'Internet, on n'a plus besoin d'espions. »
«	Les services manipulent les individus. »
	Les services secrets surveillent nos communications. »95
	À l'ère du numérique, tout le monde peut espionner out le monde. »
(On est tous fichés!»

« Il suffit de recueillir du renseignement pour l'utiliser. » .117
« Les chasseurs d'espion se méfient de tout le monde,
y compris d'eux-mêmes. »
Un déficit culturel
« La perception du renseignement est d'abord
une question de culture. »
« Le renseignement s'obtient par la torture! »
« Les services n'ont pas d'éthique. »
« Les services sont un instrument du politique. »
« Il existe une internationale du renseignement. »
« Tous des James Bond, Jack Bauer
et des Jason Bourne!»
Conclusion
Annexes
Glossaire
Pour aller plus loin

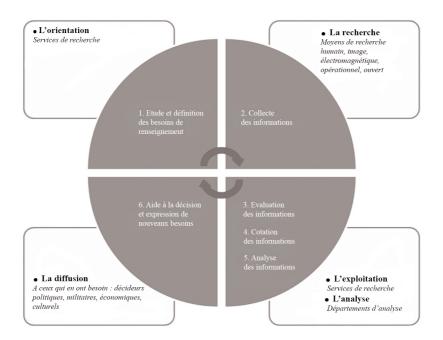
Services secrets n.m.pl.

Par cette appellation, largement répandue dans le grand public, on entend généralement tous les organes pratiquant la profession de renseignement*. Ce monde de l'ombre, que l'on dit secret, est en fait bureaucratisé, donc porteur de visibilité, depuis la fin du premier conflit mondial au moins. Son mode de fonctionnement est même normalisé depuis le début de la Guerre froide. Toutefois, leur activité est certainement la deuxième plus ancienne de l'humanité. Un pamphlétaire français, Paul-Louis Courier de Méré, résume bien, dans un article de 1823, la conception populaire des « services secrets* » et leur gradation en fonction de leurs agents*: « On appelle ces gens, à la ville, des mouchards ; à l'armée, des espions*; à la cour, des agents secrets; aux champs, ils n'ont point de nom encore, n'étant connus que depuis peu. » Outre le ton volontiers polémique, il apparaît bien trois grandes activités autour desquelles le renseignement s'est organisé. Volontiers scandaleux aux yeux de l'opinion publique lorsqu'il s'exerce dans les sphères urbaine et rurale - renseignement intérieur -, son utilité semble bien comprise en temps de guerre - renseignement militaire – et quand il est au service de l'État – renseignement extérieur. L'innovation du XXe siècle est d'avoir rendu ces trois grandes fonctions permanentes et intégrées dans l'organisation administrative gouvernementale. Jusque-là, le renseignement était une activité temporaire. Même dans

^{*} Les mots signalés par un astérisque renvoient au glossaire en fin d'ouvrage.

le domaine intérieur, où se développe une police à mesure que s'étend l'État, territorialement ou administrativement, le renseignement est organisé en fonction des besoins des décideurs politiques. Des « agences » se montent pour remplir des missions spécifiques autant qu'épisodiques. Sous la direction d'un officier, d'un diplomate ou d'un familier du décideur, elles emploient des agents qui, s'ils se font arrêter par la partie adverse, sont considérés comme des « espions ». À la fin du XIX^e siècle se développe même une législation spécifique visant à définir l'espionnage*, jusque-là confondu avec la trahison. Les raisons de la répugnance pour ce monde de l'ombre sont réunies. Elles reposent aussi sur une incompréhension de la fonction du renseignement qui reste semblable quelle que soit la multitude de ses centres d'intérêt. Les services ne doivent, en effet, que rechercher et recueillir des informations, les analyser en les recoupant pour faire naître du renseignement brut qui est transmis aux décideurs politiques, militaires, voire économiques. Cet enchaînement fonctionnel a été normalisé sous la forme d'un « cycle du renseignement ». La Guerre froide a généralisé l'emploi de services de renseignement*, qui se sont généralement organisés autour de ces fonctions principales : orientation*, recherche*, analyse, diffusion. L'orientation et la diffusion sont en interface entre le service et ses « clients », recueillant leurs demandes de renseignement et les informant de leurs résultats. La recherche se charge de collecter auprès de sources les données nécessaires. L'analyse les exploite ensuite pour établir une réponse aussi pertinente que possible à la demande initiale. Depuis une vingtaine d'années, on distingue dorénavant les services de sécurité* et de renseignement. La différence entre les deux tient au fait que les premiers utilisent le renseignement comme un moyen pour réaliser leur mission principale (contre-espionnage, antiterrorisme, antisubversion...), alors que les seconds en

font profession. La Seconde Guerre mondiale a légué un héritage de services spéciaux qui pratiquent à la fois le renseignement et l'action. Naturellement, si l'existence de tous ces services est connue, leurs activités et leurs méthodes restent sous le sceau du secret.



Le cycle du renseignement

introduction

Parler des « services secrets* » revient déjà à aborder une idée reçue. En effet, cette notion appartient à un concept plus large qui est le renseignement*. Cependant, un siècle de romans de gare reconvertis dans l'espionnage* et soixante ans de cinéma d'action ont contribué à formater les esprits autour d'activités plus aventureuses qui, si elles s'inspirent d'une réalité, l'enjolivent largement. Aussi le grand public, entraîné par les médias qui l'informent, imagine un monde clandestin où opèrent des services et des agents* secrets. Ignorant largement le travail de renseignement, c'est-à-dire d'amélioration de l'information nécessaire aux décideurs politiques, militaires et économiques, il préfère se régaler des scandales liés à la divulgation des guerres de l'ombre induites par cette activité. Dans cette conception imaginaire du renseignement, les courbes des femmes fatales, les gadgets de James Bond et les bagarres de Jason Bourne apparaissent toujours plus crédibles que la réalité triviale des services qui en font leur profession habituelle. Au risque de décevoir le lecteur, leur monde n'est pas plus secret que celui dans lequel évolue un journaliste ou un historien. Comme ces derniers, l'homme du renseignement se nourrit d'informations. L'action n'est qu'un avatar généré par les événements des années 1940-1989.

Cette méprise tient largement au regard porté sur cette activité depuis la Seconde Guerre mondiale et, plus sûrement, pendant la Guerre froide. L'action clandestine des résistances européennes à l'oppression nazie façonne l'image d'un monde de l'ombre, échappant au commun des mortels et capable de maintes actions secrètes. L'amalgame populaire, entretenu par le cinéma et la littérature, s'explique aussi par les appareils construits de toutes pièces pendant le conflit, police politique du côté des dictatures, services spéciaux du côté des démocraties. « Mettez le feu à l'Europe! », avait dit, en 1940, le Premier ministre britannique Winston Churchill en créant le *Special Operations Executive*, une direction des opérations spéciales dont le secret était la plus grande couverture*. Elle devait lutter contre les services nazis, notamment sa police secrète, la Gestapo, qui assurait le contre-espionnage. Le décor est alors placé pour les cinquante années suivantes!

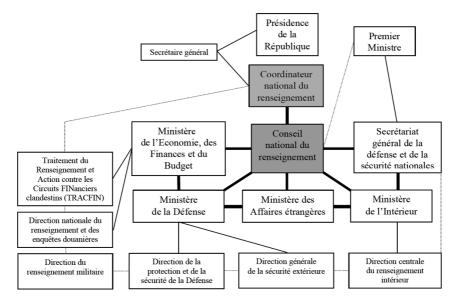
Cette lutte du Bien contre le Mal, propre à forger des idées reçues selon les croyances des uns et des autres, s'est renforcée pendant la Guerre froide. Si bien que la disparition de cette menace contre la démocratie a soulevé une interrogation sur l'utilité de ces « services secrets » maintenant que le monde était enfin en paix. Las, les guerres civiles qui ont ravagé l'Europe centrale et orientale, la mondialisation qui a renforcé la compétition économique, puis les attentats du 11 septembre 2001 sont venus rappeler que pour garantir la paix, anticiper de nouvelles menaces ou triompher des rivalités entre nations, des services performants étaient nécessaires. Ils représentent même un atout de premier ordre s'ils peuvent compter sur une véritable culture du renseignement, diffusée dans l'administration, les entreprises et l'opinion publique.

Ce livre entend modestement œuvrer dans ce sens. Si les idées reçues sont souvent nationales, elles révèlent la plupart

du temps des conceptions rapides largement répandues dans le monde. Seule l'acquisition de connaissances de base sur ce monde complexe permettra de les contrebalancer. Les pages qui suivent souhaitent lever les causes du malentendu qui voit dans les agences de renseignement des services secrets, en exposant rapidement leurs techniques dans le but de contrer ce déficit culturel.

ES CAUSES D'UN MALENTENDU





rapports formels entre les entités

···· rapports informels

____ rapports de dépendance

La communauté française du renseignement

« Les services secrets ne sont pas des administrations comme les autres. »

Il est fort possible que les patrons des services secrets (...), la main sur les commandes de cette gigantesque machine, mènent une vie exaltante. (...) Mais il faut bien avouer que, pour le menu fretin comme lui, être des services secrets n'était pas une affaire aussi aventureuse que l'imaginait le public.

Somerset Maugham, M. Ashenden agent secret, 1928

Les services secrets* sont rarement perçus comme des administrations comme les autres, au même rang que les Postes ou l'Éducation nationale. Pourtant les hommes qui les peuplent, sont des fonctionnaires. Ils sont recrutés par concours, après des études universitaires et gravissent des échelons, qui garantissent le niveau de leur salaire, comme n'importe quel agent de la fonction publique d'État. De la même façon, même si les médias ou la littérature parlent parfois d'officier traitant*, les hommes et les femmes qui portent ce titre ne sont pas tous militaires. Cette croyance du rattachement des services de renseignement* à l'armée est un héritage de l'histoire de cette fonction étatique essentielle. Mais le renseignement* n'a jamais été uniquement un outil pour mener la guerre. Il est aussi utile pour mener des négociations diplomatiques, contrôler l'édification de l'État ou devancer ses concurrents pour la conquête des marchés. Comme le général, le diplomate, le chef de gouvernement et l'entrepreneur sont des consommateurs de renseignement. Chacun montait, avec plus ou moins d'habileté, des

« espionnages* » pour satisfaire ses besoins d'information particulière. De la cour à l'État, le renseignement intérieur a vu son périmètre évoluer en même temps que s'affirmait l'autorité politique. Celle-ci en a fait une administration permanente, en marge de la police, pour assurer sa pérennité autant que pour garantir la paix civile. Elle lui offre un cadre légal, criminalisant l'espionnage et légitimant son action qui n'est plus uniquement politique. Puis, est venu le renseignement extérieur, à mesure que les États nouaient des relations. Mais, dans ce cas, la fonction est confondue avec celle de diplomate, honorable espion. Enfin, la guerre n'étant pas un mode ordinaire de gouvernement, le renseignement militaire s'est organisé.

Tous ces services se sont structurés dans la deuxième moitié du XIXe siècle autour d'une menace particulière. En France, le danger allemand a été décisif dans la prise en compte du renseignement par l'état-major de la Guerre. Mais, à l'image de toutes les armées d'Europe, sauf en Prusse, les militaires français ne l'ont fait que contraints et forcés. Si le renseignement est alors perçu comme « un mal nécessaire » par les militaires, les policiers n'ont jamais montré la même prévention. En Autriche, en Russie et même en Angleterre, il s'agit de lutter contre la sédition socialiste qui a ébranlé le continent lors des épisodes révolutionnaires de 1848. De même, la nécessité d'assurer l'unité du pays contre les menées des agents du pape, des Bourbons de Naples et des Habsbourg de Venise et de lutter contre le brigandage explique la formation d'un service à Turin, alors capitale de l'Italie. À partir des années 1890, toutes les nations européennes doivent faire face au même type de menace. Alors qu'elles en ont semble-t-il fini avec le terrorisme